

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 61

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2646 - Prix : 1€

## ÉDITORIAL

**Un milliard pour Notre-Dame, l'austérité pour les misérables**

**Recul de l'âge de la retraite : assez !**

Page 3

**Loi anticasseurs : la répression n'étouffe pas la colère sociale**

Page 6

**Non à l'expulsion des Sri-Lankais !**

Page 8

### La Possession

**À la Sopema OI, comme partout ailleurs, l'augmentation des salaires est à l'ordre du jour !**

Page 9

### Yémen

**Les armes françaises tuent**

Page 11

Grand débat,  
politique  
spectacle...

Contre Macron  
et les capitalistes  
le camp  
des travailleurs

## Un milliard pour Notre-Dame, l'austérité pour les misérables

Les braises de Notre-Dame étaient encore chaudes que les grandes fortunes faisaient déjà connaître leur contribution à sa reconstruction. 100 millions, ont annoncé la famille Pinault et l'entreprise Total ! 200 millions, ont renchéri Arnault (LVMH), première fortune française, et la famille Bettencourt-Meyers (L'Oréal) ! En tout, un milliard aurait été annoncé par les grands groupes et leurs actionnaires... qui pourront bénéficier de la défiscalisation des deux tiers de leurs dons.



Un milliard, rubis sur l'ongle : l'argent dégouline, quand tant de travailleurs ont du mal à finir le mois. Un milliard, l'obole des riches, c'est trois hôpitaux, ou 10 000 logements. Ou encore 25 000 emplois payés 1800 euros net, avec les cotisations. Quand le gouvernement a augmenté la CSG ou a désindexé les retraites de l'inflation, il a dit y être obligé, faute d'argent. Quand il a baissé les APL, quand il supprime des centaines de milliers d'emplois aidés, il explique qu'il n'y a pas d'argent. Aux services d'urgence des hôpitaux parisiens, en grève pour dénoncer le manque d'effectifs, on répond que les caisses sont vides. Même les pompiers, célébrés à juste titre la semaine dernière, doivent régulièrement se mobiliser contre la baisse de leurs moyens. Et que dire de la misère des Ehpad, ou du logement ? À La Réunion, 25000 demandes logements sociaux sont en souffrance!

Dans les entreprises, c'est la même rengaine. Aux salariés de Pro2Air au Port, de Ford-Blanquefort, d'Arjowiggins, ou d'Ascoval en France, licenciés par centaines, les patrons répètent qu'il n'y a pas d'argent.

La réalité illustrée par Notre-Dame, c'est qu'il y a beaucoup d'argent, quand il s'agit pour les milliardaires de faire parler d'eux. Cet argent, qui vient du travail de tous, la collectivité devrait en disposer.

L'incendie d'un monument historique, fruit du travail humain des générations passées, est certes regrettable. Et on ne peut que se féliciter qu'il ait été sauvé. Mais, de Macron à Le Pen, les politiciens en ont profité pour un appel à l'union nationale, au nom d'une religion chrétienne qui serait, d'après eux, la racine de la France éternelle. Ils utilisent l'événement pour leur propre démagogie, comme le député de droite Eric Ciotti, qui explique que l'incendie « est venu nous rappeler que notre civilisation est menacée et qu'il nous faut la défendre pour que la France reste la France ».

Le gouvernement a tenté d'utiliser l'incendie pour resserrer les rangs derrière lui. Il fallait « faire une trêve », ont répété les ministres à l'intention des gilets jaunes. C'était une trêve à sens unique. Dès dimanche, la députée LREM Aurore Bergé expliquait qu'il faudrait travailler plus. Le gouvernement étudierait la suppression d'un jour férié. D'autres macronistes et le Medef parlaient de reporter l'âge de départ à la retraite au-delà de 62 ans. Ces gens-là mènent la guerre de classe sans répit. Alors il n'est pas de trêve qui vaille.

Le 26 mai, auront lieu les élections européennes. Les travailleurs n'ont certes rien à attendre de l'Union européenne (UE) : depuis sa création, elle est façonnée par les capitalistes, pour les marchés et la finance, pas pour les peuples. En guise de protection sociale, l'UE n'a rien imposé, pas même un salaire minimum commun. C'est même l'inverse : aujourd'hui, la précarité s'y généralise.

Mais, contrairement à ce qu'expliquent les souverainistes, les États nationaux ne protègent pas mieux les travailleurs. Nous en savons quelque chose, avec Sarkozy, Hollande ou Macron. UE ou pas, les États sont au service des capitalistes, et ne protègent les travailleurs de rien.

Alors, il ne faut pas se laisser tromper par le faux débat entre pro et anti-européens. En revanche, ces élections, en France les premières depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, permettent aux travailleurs de se prononcer pour leurs intérêts de classe. C'est la raison d'être de la liste présentée par Lutte ouvrière, menée par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Cette liste, composée de salariés, d'ouvriers et d'employés, se présente pour porter la voix du camp des travailleurs face au grand capital. Le camp des ouvriers licenciés, face à leur licencieur. Le camp des chômeurs, dans cette société qui leur refuse un travail. Le camp des précaires, qui veulent un emploi stable et dignement payé. Le camp des retraités, qui veulent vivre correctement après une vie de labeur. Contre les Arnault, Pinault, Bettencourt, contre le grand capital, faites entendre, avec la liste Lutte ouvrière, le camp des travailleurs.



## Recul de l'âge de la retraite : assez !

Les patrons embauchent au compte gouttes ces dernières années quand ils ne se débarrassent pas de tout ou partie de leurs salariés à l'occasion de restructurations ou de fermetures pures et simples de leurs entreprises plus assez rentables à leur gré.

Dans ce contexte, les premiers à être licenciés sont les plus âgés, car souvent les mieux payés. Ce sont eux qui ont ensuite toutes les peines du monde pour retrouver un travail parce que trop usés ou pas assez flexibles aux yeux des patrons.

Le gouvernement Macron/Phi-

lippe n'a cure de la situation particulièrement difficile des travailleurs âgés qu'il contraint cependant de continuer à chercher du travail à cause du recul permanent de l'âge légal de départ à la retraite.

Il envisage aujourd'hui de le reculer encore à la demande insistante du patronat qui vise ainsi à faire payer aux travailleurs le déficit des caisses de retraite alors qu'il en est le seul responsable.

Les présidents des Médef national et local militent aujourd'hui pour reporter l'âge de la retraite minimum à 64 ans au lieu de 62. Ils veulent

imposer deux ans de souffrances supplémentaires aux travailleurs pour ne pas avoir à renflouer eux-mêmes les caisses de retraite. Deux ans pendant lesquels des dizaines de milliers de vieux travailleurs devront survivre avec de misérables indemnités de fin de droit ou le RSA avant de pouvoir bénéficier d'une retraite minorée.

L'ensemble de la classe ouvrière doit se dresser unie contre ce nouveau mauvais coup que nous préparent le patronat et le gouvernement à sa botte !

## Incendie de Notre-Dame : de l'émotion à la récupération politique

La nuit de l'incendie, plus de 400 pompiers et des secouristes ont tout fait pour sauver le bâtiment, les œuvres qu'il contenait, et se sont préoccupés des conséquences possibles de cet immense incendie sur les immeubles voisins.

Les dirigeants politiques, en revanche, ne se sont consacrés qu'à une seule chose : utiliser cette catastrophe pour leur prestige personnel ou, plus généralement, pour la récupérer politiquement.

Le soir même, on a pu voir sur les écrans de télévision Macron, accompagné de Hidalgo et du Premier ministre, venir servir leur soupe démagogique sous prétexte de remercier les pompiers : une pensée pour les catholiques, un mot sur l'unité nationale de tous les Français. Et Macron n'a pas raté l'occasion de retrouver son costume de sauveur jupitérien : « *Nous la rebâtissons tous ensemble... C'est une part du destin français* » a-t-il asséné, pour se montrer à la hauteur du drame.

Derrière le lyrisme affiché par ces professionnels du cinéma politique, la réalité est moins glorieuse. Les mêmes qui pleurent aujourd'hui sur

la perte due à l'incendie, n'ont pas trouvé hier l'argent nécessaire aux travaux de rénovation de la cathédrale entamés avant l'incendie. L'État n'avait prévu de fournir que quatre des onze millions pour la rénovation de la couverture en plomb de la flèche centrale, alors qu'il y avait urgence, la dernière restauration sur la même partie datant de 80 ans. Et l'État rechignait à réunir les dizaines de millions d'euros indispensables pour le reste du bâtiment. De même,

le chantier n'a visiblement pas bénéficié des crédits suffisants pour installer les surveillances électroniques, caméras, détecteurs de fumées, etc. pourtant disponibles sur le marché.

C'est sûr, les discours désormais à la mode sur le caractère sacré de Notre-Dame, pour le patrimoine national, au moins ne coûtent rien et peuvent rapporter gros.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 10 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 11 MAI de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 19 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 25 MAI de 8H30 à 10H00**

## À votre bon cœur messieurs-dames !



fr.wikipedia.org

À la suite des grosse fortunes de France dont Bernard Arnault, François Pinault, les Bettencourt, qui ont annoncé qu'ils allaient donner plusieurs millions pour réparer la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, les collectivités territoriales ont décidé, elles aussi, de verser leur obole.

Ainsi, la présidente de la région Île de-France, Valérie Pécresse, a indiqué qu'une aide d'urgence de 10 millions d'euros allait être débloquée.

« La région s'engage dans la reconstruction de Notre-Dame, cœur blessé mais toujours battant de l'Île-de-France », a-t-elle déclaré sur son compte Twitter. Pour sa part, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, avec la même sérénade sur la soi-disant unité nationale, s'est engagé à hauteur de 2 millions. « Notre-Dame de Paris, c'est la France. Les collectivités doivent aider à sa reconstruction », a-t-il dit. Même les présidents des Conseils départemental et régional de La Réunion, Melchior et Robert ont fait savoir qu'ils verseront à la quête.

L'Association des maires de France, l'Association des petites villes de France tout comme le Réseau des villes-cathédrales de France ont lancé un appel à toutes les communes pour apporter leur pierre à l'édifice. Le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, va proposer à son conseil municipal de voter une aide de 500 000 euros. Mais combien ce généreux maire mettra-t-il sur la table pour donner un toit aux 5 000 SDF de sa ville ?

L'empressement de tous ces élus, surfant sur l'émotion populaire, à apporter leur contribution à la reconstruction de la Cathédrale n'est pas dénué d'arrière-pensées électoralistes.

Il est stupéfiant de voir avec quelle facilité ces collectivités qui ne cessent de faire entendre leurs protestations contre la baisse de leur budget par le gouvernement, s'appêtent à débloquer des fonds aussi rapidement.

Quand il s'agit de construire ou de rénover des hôpitaux (cela fait un an que l'hôpital de Guadeloupe a brûlé) des écoles, des logements sociaux, le gouvernement et ses sous-fifres locaux expliquent qu'il n'y pas d'argent dans les caisses de l'État et bien sûr il ne vient à l'esprit d'aucun homme ou femme du gouvernement de demander une participation à leurs amis capitalistes.

Si preuve il en fallait, l'agitation autour de l'incendie nous a montré que de l'argent il y en a !

## Refusons d'être *Les Misérables* !

Dans son dernier rapport, la Fondation Abbé Pierre indique qu'à La Réunion il y a 40 % de taux de pauvreté, que 23 % de la population est bénéficiaire des minimas sociaux, plus de 30 000 logements sont encore privés d'eau chaude et plus de 6 000 n'ont ni douches ni baignoire à l'intérieur, 33 240 logements sont précaires, 40 % de logements montrent des signes d'humidité, 300 à 400 personnes connues n'ont pas de domicile, etc.

La Réunion bat les (mauvais) records de France pour la pauvreté, le mal-logement et le chômage.

Ici, comme dans le reste de la France d'ailleurs, la précarité et la pauvreté grandissent en même temps que des grosses fortunes s'entassent entre les mains d'un minorité de grands bourgeois.

Le chômage, la pauvreté, la précarité ne sont pas une fatalité. Ils sont la conséquence de cette économie complètement folle qui fait que, par exemple, 10 % des plus démunis à La Réunion peinent à vivre avec au plus 585 euros par mois alors que les grandes familles et entreprises capitalistes font dans le luxe dans tous les sens du terme. Un Bernard Arnault dépense 130 millions d'euros pour un seul yacht. Un Pinault s'est offert un hôtel particulier à Paris pour 52 millions.

De l'argent, il y a en aurait pour satisfaire les besoins élémentaires des classes populaires.

En effet, ces patrons qui prétendent à longueur d'année qu'ils sont toujours au bord de la catastrophe, qu'ils sont incapables d'augmenter les salaires, voire sont

contraints de licencier ; ces patrons qui vivent des cadeaux de l'État, ont trouvé des centaines de millions en un claquement de doigts pour la Cathédrale Notre-Dame de Paris.

Il reste aux travailleurs à aller chercher l'argent qu'il faut là où il est : dans les poches du grand patronat !





## Prix exorbitants : c'est aux patrons de nous rendre des comptes !

Alors que la ministre des DOM, Annick Girardin, se vante d'avoir réussi à faire baisser le coût de la vie à La Réunion en relançant le « Bouclier Qualité Prix », coup sur coup, une enquête du JIR faisait état de prix de voitures pratiqués à La Réunion 60 % supérieurs à ceux pratiqués par les concessionnaires métropolitains et une autre de l'Autorité de la Concurrence relevait des tarifs de

notaires et d'huissiers réunionnais respectivement 607 euros et 50 euros supérieurs en moyenne à ceux pratiqués dans l'Hexagone !

Pendant que la ministre amuse la galerie, les capitalistes de la place continuent à imposer leur loi à la population et à racketter les consommateurs de La Réunion sans que ni le gouvernement, ni son bras armé, l'État, ne s'interpose pour les rappeler

à l'ordre.

Dans ces conditions, les travailleurs et les classes populaires n'ont d'autres solutions que de se mobiliser pour imposer à ces exploités augmentations de salaires et aussi ouvertures de leurs livres de comptes afin que la clarté soit faite sur la constitution des prix.

## Le capitalisme, c'est le vol !

S'il existe des entreprises qui ne connaissent pas la crise, ce sont bien les banques, au premier rang desquelles on trouve, à La Réunion, le Crédit agricole. Cette banque a encore engrangé en 2018 40,6 millions d'euros de profits après en avoir emmagasiné plus de 45 un an plus tôt.

À sa tête on retrouve les capitalistes des coopératives agricoles qui ont la main sur toute la production animale de La Réunion et la distribution d'aliments pour le bétail.

Une pompe à fric qui fonctionne à merveille comme on peut le constater et qui permet de remplir les caisses

de la banque et les comptes en banques de ses actionnaires grâce à l'exploitation de milliers de salariés !

Une situation que résume à merveille ce couplet de l'Internationale, chant de lutte de tous les travailleurs, écrit en 1871, et toujours d'actualité :

*Hideux dans leur apothéose,  
Les rois de la mine et du rail,  
Ont-ils jamais fait autre chose,  
Que dévaliser le travail ?  
Dans les coffres-forts de la bande,  
Ce qu'il a créé s'est fondu.  
En décrétant qu'on le lui rende,  
Le peuple ne veut que son dû.*



## Formation professionnelle : un prétexte et un pactole

Les patrons se plaignent de ne pas trouver de main-d'œuvre qualifiée immédiatement disponible. Comme leurs désirs sont des ordres, le gouvernement a lancé un énième plan de formation, dit Plan investissement compétences. Avec ce plan, le gouvernement prétend former un million de jeunes sans qualification ou chômeurs de longue durée d'ici la fin du quinquennat. Aux 4,2 milliards des régions consacrés à la formation, l'État ajoutera 6,5 milliards d'euros.

Prétendre former les chômeurs pour supprimer le chômage est une vieille rengaine de tous les gouvernements depuis les années 1970 et l'installation durable du chômage de masse. Cela permet de faire oublier que les capitalistes sont les premiers responsables des licenciements. Cela

permet de faire financer par la collectivité la formation des salariés aux nouvelles technologies. Cela offre un fromage bien crémeux à une multitude d'organismes privés de formation.

Les patrons veulent que les formations soient les plus proches possible de leurs besoins immédiats. Ils veulent pouvoir employer immédiatement des travailleurs sur la machine, sans perdre ne serait-ce qu'une semaine à les former à leurs frais. C'est le but affiché du nouveau plan gouvernemental. Il prévoit de multiplier les formations pour les adapter aux offres locales d'emplois, ou de réaliser des formations en situation de travail, autrement dit directement dans l'entreprise, des pratiques qui existent déjà dans la grande distribu-

tion où, sous prétexte de formation, des chômeurs sont employés pendant cinq ou six semaines par Leclerc ou Intermarché, tout en étant payés par Pôle emploi.

Pour accroître encore la souplesse, les formations pourront être dispensées par des organismes privés ayant reçu une habilitation de service public ! Les employeurs auront ainsi recours à des organismes de formation maison, qui se feront payer pour former les travailleurs à leurs postes de travail.

Avec ce plan, le chômage ne reculera pas, mais les patrons feront payer par l'État une part supplémentaire de leurs frais de production, tandis que le marché de la formation professionnelle s'agrandira.

## Loi anticasseurs : la répression n'étouffe pas la colère sociale

Samedi 13 avril se déroulaient les premières manifestations depuis la promulgation de la loi dite anticasseurs, qui attaque en réalité le droit de manifester. Mais cela n'a pas empêché les manifestants d'être 31 000, dont 5 000 à Paris, selon les chiffres de la police.

Le gouvernement, incapable de mettre fin à cette expression de la colère sociale, a adopté cette loi en urgence, pour prendre la posture d'un pouvoir fort, un geste à destination d'une frange de l'électorat réactionnaire. La loi facilite la répression pratiquée par les forces de police dans les manifestations des mois derniers, notamment la fouille des sacs et des véhicules ; elle rend passible d'un an

de prison et de 15 000 euros d'amende la dissimulation même partielle du visage avec une écharpe.

Si le gouvernement comptait avec cette nouvelle loi dissuader les gilets jaunes de manifester, il en a été pour ses frais. Cela a juste donné prétexte aux forces de police pour se sentir plus autorisées encore de s'en prendre aux manifestants.

À Nancy, alors qu'il n'y avait aucun problème, la police a fini par prendre dans une nasse une partie des manifestants, les libérant au prix d'une contravention de 135 euros !

À Toulouse, qui était pour l'acte XXII la capitale de la mobilisation, la manifestation était encadrée par un énorme dispositif policier. Cela n'a

pas empêché 6 000 gilets jaunes de répondre à l'appel national. Au total, 45 personnes ont été interpellées en centre-ville, dont 15 pour dissimulation volontaire du visage, avec 43 placements en garde à vue.

À Paris, la Préfecture de police avait encore interdit tout rassemblement sur les Champs-Élysées. Faisant dans la surenchère, les policiers ont procédé à 9 473 contrôles préventifs et 27 interpellations, alors qu'il n'y avait, selon eux, que 3 500 manifestants.

Mais, même si la répression continue de plus belle, les manifestations continuent elles aussi chaque samedi depuis presque cinq mois maintenant.

## Castaner : passeur de l'extrême droite

Le 5 avril, au sortir d'une réunion avec ses homologues des sept pays les plus puissants du monde, le ministre de l'Intérieur Castaner a déclaré que les ONG qui secourent les migrants en Méditerranée sont complices des passeurs.

De quelles ONG parle-t-il, puisque les gouvernements européens retiennent leurs bateaux dans les ports ? Au moment où Castaner faisait sa déclaration répugnante, un seul navire se trouvait en mer, chargé de quelques dizaines de rescapés, à la recherche d'un port qui veuille bien les laisser descendre à terre. Tous les autres, après avoir été séquestrés, ont finalement pu ac-

coster à Malte. Pire encore, les gouvernements viennent de retirer les quelques bateaux militaires qui pouvaient encore venir en aide aux migrants. Il ne reste que les bateaux de commerce, du moins tant que les armateurs ne les contraignent pas à se dérouter ou à tourner leurs jumelles d'un autre côté.

Les passeurs sont certes des crapules qui rançonnent les migrants avant de les envoyer en mer sur des coquilles de noix. Mais que dire d'un Castaner, qui revendique le fait de les laisser se noyer ? Il applique au pied de la lettre, injures comprises, la politique de l'Europe fermée aux pauvres, revendiquée par tout ce que

le continent compte de politiciens de droite, d'extrême droite, voire de nostalgiques du fascisme. Tous l'ont d'ailleurs immédiatement félicité.

Qui se souvient encore qu'en 2015 Castaner, tête de liste PS aux élections régionales dans le Sud-Est, s'était désisté en faveur du sarkozyste Estrosi pour, disait-il, faire barrage à Le Pen ? Aujourd'hui, loin de faire obstacle à la propagande d'extrême droite, Castaner devenu ministre la reprend à son compte, doublant Estrosi sur sa droite et talonnant Le Pen. La place de premier flic de France se gagne avec la peau des naufragés de Méditerranée.

## Police : le racisme comme consigne

Jacques Toubon, ancien ministre de droite et aujourd'hui Défenseur des droits, a demandé au ministre de l'Intérieur une inspection de tous les commissariats parisiens. Il dénonce que « *des ordres et des consignes discriminatoires enjoignant de procéder à des contrôles d'identité de "bandes de Noirs et de Nord-Africains" et des évictions systématiques de "SDF et*

*de Roms" ont été diffusés* » depuis de nombreuses années.

Des consignes par mail étaient ainsi envoyées aux équipes de policiers, du type : « Rappel : pour les effectifs de nuit, rédaction d'une mention avec le nombre de SDF et de Roms évincés, en précisant le lieu pour chaque vacation. »

C'est un lieutenant de police en

désaccord avec ces pratiques qui avait alerté le Défenseur des droits dès 2012.

Mais c'est lui, et non les responsables en haut lieu de ces agissements racistes et antipauvres, qui a été mis sur la touche et a subi des représailles.



## Le Pen et l'euro : démagogie et carriérisme

Marine Le Pen ne se prononce plus désormais pour une sortie de l'UE, ni pour un abandon de l'euro, mais simplement pour un aménagement. Sur le fond constant des préjugés d'extrême droite, contre les immigrés, les « assistés », les syndicalistes, pour la propriété privée, l'ordre, l'armée et la nation, le FN a toujours brodé selon la mode. Il fut ultralibéral lorsque cela semblait porteur, et prétend désormais défendre les services publics. Il se dit laïque depuis que ce terme peut signifier antimusulman. Il défend l'écologie, à la mode, mais repeinte aux couleurs tricolores. Tout, ou presque, est bon pour vendre sa camelote et faire élire

ses candidats.

Mais, devant le tir de barrage du patronat en 2017 contre le programme anti Union-européenne de la candidate Le Pen, le RN a choisi de le remballer pour montrer à la bourgeoisie qu'il était un parti responsable.

Pour le reste, le RN continue de vendre aux classes populaires les mêmes mensonges. Il prétend que les frontières les protégeront. Mais de quoi donc, puisque ceux qui les étranglent, le grand patronat et son État, sont à l'intérieur ? Il dit être pour l'augmentation du smic, mais à condition que cela ne coûte rien aux patrons, donc aux dépens des caisses

sociales, c'est-à-dire des travailleurs. Il affirme que les immigrés sont cause de tous les maux, ce qui, en plus d'être un mensonge éhonté, concourt à diviser et donc à affaiblir le monde du travail.

L'œillade européenne de Le Pen au grand patronat ne concerne que son avenir politicien. Sa propagande de division, sa démagogie raciste sont une menace que le monde du travail doit combattre en permanence.

## Monsanto condamné : l'empoisonnement continue

Jeudi 11 avril, la cour d'appel de Lyon a condamné Monsanto, filiale de Bayer, pour la commercialisation de produits défectueux, considérant que l'herbicide Lasso, interdit en France depuis 2007, est responsable de l'intoxication d'un agriculteur de Charente souffrant de graves troubles neurologiques et immunitaires.

Deux semaines auparavant, la firme a été condamnée par un tribunal californien à verser 70 millions d'euros à un homme qui avait contracté un cancer à cause du Roundup, herbicide dont la substance active, le glyphosate, est reconnue cancérigène probable depuis 2015, mais dont les dangers sont avérés depuis 40 ans. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, ces condamnations sont un encouragement pour toutes les victimes, dont 11 000 entreprennent des démarches aux États-Unis contre Monsanto. Mais, pour en finir avec ce produit nocif, il faudra encore bien d'autres combats.

Pour ce qui est des actions en justice, la multinationale met les moyens pour faire traîner en longueur les procès. Cette multinationale, comme tant d'autres, prévoit un budget de plusieurs centaines de millions pour payer les procès qu'elle sait devoir perdre.

La puissance de ce mastodonte de la chimie va encore au-delà des moyens d'influencer les juges, de trouver des relais dans l'État ou la justice. L'an dernier, l'affaire dite des Monsanto Papers a révélé les pratiques de l'entreprise depuis 30 ans pour contrer les informations dénonçant la toxicité du glyphosate. Elle paye grassement des scientifiques, des journalistes, des personnalités en tout genre pour défendre ses intérêts, ou même pour publier des articles prétendument scientifiques niant la dangerosité du produit.

Pour combattre l'utilisation de ce pesticide et les dégâts qu'il produit, ces recours à la justice d'État ne peuvent évidemment suffire. Un combat bien plus général est nécessaire. Il faudra imposer que la population puisse avoir son mot à dire et puisse exercer un véritable contrôle sur les modes de production, de façon à prendre en compte le problème de la santé publique et de l'environnement. Autrement dit, en finir avec le mode de production capitaliste.



## Non à l'expulsion des Sri-Lankais !

Vendredi 12 avril, un nouveau bateau de migrants venants du Sri-Lanka a accosté à Sainte Rose avec à son bord 104 personnes dont 16 femmes et 13 enfants.

C'est la sixième embarcation qui arrive sur l'île depuis le début de cette nouvelle immigration en mars 2018.

Ces migrants ont subi le même sort que ceux arrivés précédemment : d'abord jusqu'au Port, puis mis en centre d'attente avant leur passage en justice.

Cette fois, la cour d'appel a pro-

longé de huit jours la rétention en zone d'attente pour les premières personnes présentées. Mais le Juge des Libertés a décidé que seuls 21 migrants sur les 104 sont autorisés à déposer une demande d'asile. Les autres seront probablement rapidement expulsés de La Réunion.

Comme l'affirme la ministre de l'Outre-mer, Annick Girardin en déplacement à Mayotte, « il faut battre le record de 30 000 reconduites à la frontière » dans cette île, en fait partout le gouvernement français accentue sa chasse aux immigrés.

Les autorités françaises ne veulent pas de migrants qui fuient la misère, la répression ethnique et politique dont le dramatique attentat de la Pentecôte qui a fait 310 morts et de nombreux blessés au Sri-Lanka est une triste illustration.

Les pays impérialistes, dont la France, sont les fauteurs de guerre et de chaos sur la planète mais ne veulent pas que leurs victimes viennent frapper à leur porte.

## Première image d'un trou noir : la science est sans frontières

Une équipe d'astronomes a dévoilé mercredi 10 avril la première image jamais obtenue d'un trou noir, situé au centre d'une autre galaxie, à une distance de 50 millions d'années-lumière.

L'image montre un halo brillant autour du trou noir qui, lui, n'est pas visible, puisque c'est un objet tellement massif et dense que la lumière ne peut pas s'en échapper. Ce qui semblait de la science-fiction devient réalité. Cette première est très importante pour les scientifiques, car les trous noirs restent des objets très mystérieux et donnent accès à des conditions impossibles à reproduire dans des laboratoires.

C'est grâce à la collaboration pen-

dant des années d'une soixantaine d'équipes de vingt pays, au travail en commun de 200 chercheurs et des équipes indispensables qui les entourent, que ce projet a pu aboutir. Il a fallu imaginer un dispositif aussi précis qu'une lunette permettant de lire un journal à New York depuis Paris. On l'a réalisé en synchronisant avec une précision extrême un réseau de huit observatoires répartis sur quatre continents, en Arizona, au Chili, en Espagne, au Mexique, à Hawaï et jusqu'au Pôle Sud, formant ainsi une sorte de télescope géant à l'échelle de la Terre. Il a fallu stocker les données dans des piles de disques durs spéciaux pour les transporter en avion, la quantité d'informations

nécessaire à la fabrication de l'image étant bien trop volumineuse pour passer par les tuyaux d'Internet.

Les réseaux sociaux ont donné à cette découverte collective le visage de Katie Bouman, jeune scientifique enthousiaste, auteure d'un des programmes informatiques ayant permis de construire l'image. On ne peut que partager sa joie devant un succès qui illustre la marche en avant de l'humanité, et donne un aperçu du monde sans frontières qui devrait être le nôtre aujourd'hui. Le capitalisme, avec l'argent et l'individualisme pour seul idéal, ses injustices et ses barbelés, n'en apparaît que plus choquant.

## EDF : nationalisation des pertes, privatisation des profits

La presse a révélé un projet baptisé Hercule concernant les projets de réorganisation et de découpage d'EDF, dont l'État détient encore plus de 80 %.

Si le projet ne doit être officiellement présenté que fin mai, ses grandes lignes prévoient la séparation d'EDF en deux entités. L'une serait essentiellement chargée de la filière nucléaire. Cette filière est endettée et nécessite de lourds investissements.

Elle redeviendrait donc entièrement publique, car elle n'intéresse pas les capitaux privés.

L'autre branche, le reste d'EDF, comprendrait la fourniture d'électricité aux particuliers, la distribution, les services, les énergies renouvelables, susceptibles de rapporter du profit immédiat et donc d'attirer les capitaux privés.

Si la privatisation de certaines filiales d'EDF a déjà eu lieu, comme

celle du réseau de transport d'électricité (RTE) privatisé à 49,9 %, le gouvernement veut aller plus loin afin de satisfaire les appétits des capitalistes et des affairistes.

Le gouvernement et la direction d'EDF se gardent bien d'en informer les salariés et le public, mais il n'y a pas besoin de sortir de Polytechnique pour connaître leurs objectifs : nationaliser les pertes, privatiser les profits.



## LÉO (SALAZIE)

### Augmentez les salaires !



Lors de la grève menée par la moitié des salariés de l'entreprise Léo de Grand Îlet contre le licenciement d'un des leurs, les grévistes avaient aussi mis en avant dans leur cahier de revendications une augmentation mensuelle de tous les salaires de 300 € net.

Leur patron, qui n'avait pas vu de mobilisation de ses travailleurs depuis plus de vingt ans d'existence de son poulailler industriel, n'avait su, une fois de plus, que les traiter de casseurs d'entreprise alors qu'ils lui ont permis, par leur travail, de devenir le deuxième producteur d'œufs

du département.

Son affaire fonctionne de fait sept jours sur sept. Pour lui, c'est la « poule aux œufs d'or » ! Mais pour ceux et celles qui triment pour lui, ce n'est pas le même topo : journées interminables pour les chauffeurs, heures supplémentaires pas rémunérées, heures de travail effectuées, mais pas enregistrées par la pointeuse, la plupart des salaires au Smic ou à peine au-dessus, et de toute façon pas de négociations sur les salaires, car pas de représentants du personnel.

Ce monsieur a pourtant fait la démonstration qu'il avait largement les moyens d'octroyer les 300 € revendiqués puisqu'il s'est vanté d'avoir donné une prime de 200 € par journée travaillée aux non-grévistes pour qu'ils restent à leurs postes de travail pendant la durée de la grève.

De l'argent il y en a dans les poches du patronat !

## LA POSSESSION

### À la Sopema OI, comme partout ailleurs, l'augmentation des salaires est à l'ordre du jour !

À la Sopema OI, entreprise gossiste de transformation de poissons et produits de la mer, sise à La Possession, les salariés se sont mis majoritairement en grève le mardi 9 avril pour une augmentation de salaire de 700 € bruts et le respect des institutions représentatives du personnel (IRP).

Après 25 ans d'ancienneté, les ouvriers devaient en effet faire avec des salaires brut de 1654 € mensuels, loin de ce qu'il faudrait pour vivre décem-

ment. Leur patron faisait de plus complètement abstraction des délégués du personnel, oubliant délibérément de convoquer les organismes paritaires et d'en produire les procès-verbaux.

Après trois jours de grève, face à leur détermination, il finissait par leur concéder une augmentation salariale de 150 € brut pour tous, une prime de qualité avec effet rétroactif et s'engageait à respecter les IRP.

Les grévistes de la Sopema ont été soutenus dans leur lutte par les

travailleurs des magasins de détails écoulant la production de la Sopema, l'Îlot du Surgelé, ayant d'ailleurs le même patron qu'eux, mais aussi par des travailleuses de l'aide à la personne du groupe Proxim Service et par des salariés du commerce confrontés eux aussi aux bas salaires.

La lutte pour l'augmentation des salaires concerne tous les travailleurs et se heurte à un refus systématique du patronat. Pour faire reculer celui-ci, il faudrait que cette lutte s'étende à toutes les entreprises !

## SPL DES MUSÉES RÉGIONAUX

### Bas les pattes devant les fonds publics !



Wikimédia Commons

Début 2018, le PDG de la SPL des Musées régionaux, Didier Ro-

bert, président par ailleurs du Conseil régional, décidait de licencier 9 salariés de cette structure pour « raisons économiques ». Il fallait selon lui réduire la masse salariale de la structure afin de combler son déficit budgétaire.

Comment expliquer dès lors qu'en 2017 il se soit permis de doubler le salaire de sa directrice des affaires financières en faisant passer celui-ci de 5000 à 10 000 euros et qu'il se soit permis de faire passer sa rémunération de dirigeant de ladite SPL de 0 à 8 400 € bruts, soit un montant quatre fois supérieur à celui de son prédécesseur ?

C'est sur quoi il devra s'expliquer

sous peu au tribunal des Prud'hommes devant lequel 2 des 9 licenciés l'ont poursuivi pour obtenir leur réintégration à leurs postes de travail et un groupe de 17 salariés a exigé qu'un rappel de prime d'ancienneté se chiffrent au total à 120 000 euros lui soit versé au titre d'un rappel sur trois ans.

Ces travailleurs privés arbitrairement de leur travail, de leur salaire et de leurs primes ont tout à fait raison de demander que justice leur soit rendue, surtout face à ces élus qui confondent régulièrement les fonds publics avec leurs fonds propres !

## PRO2AIR

### La gestion patronale : une menace permanente pour les travailleurs

Pro2Air, une société spécialisée dans les fluides médicaux et travaillant au service des hôpitaux, des cliniques et Ehpad de La Réunion, de Mayotte et de Nouvelle Calédonie, vient de fermer ses portes laissant sur le carreau 109 travailleurs.

Bien que disposant d'un cahier de commandes de 6 millions d'euros, elle affichait un passif de 2,5 millions d'euros (cotisations sociales non ré-

glées auprès de la Sécurité sociale ou des caisses de retraites ?).

Si les salariés ont pu être payés de leur mois de février (par l'AGS), cela n'a pas été le cas en mars. Leur direction expliquant qu'elle n'avait plus assez d'argent pour cela... alors qu'elle disposait de parts sociales dans des sociétés civiles immobilières !

Dans la société capitaliste les pa-

trons préfèrent utiliser l'argent de leurs sociétés dans des placements spéculatifs plutôt qu'à rémunérer leurs salariés.

Les travailleurs doivent s'organiser pour faire rendre gorge de suite à ces sangsues du travail humain, et demain pour leur retirer la gestion des entreprises et de la société en général !

## AMBULANCES

### Une exploitation sans limite des travailleurs

Les gérants des ambulances Bel Air et Permanence Taxi du Tampon viennent de se faire épingler par le tribunal pour avoir imposé pendant des années à leurs chauffeurs des semaines de travail de 50 à 60 heures, sans rémunération intégrale de leurs heures, pour avoir maquillé leurs feuilles de route et surfacturé leurs services à la Sécurité sociale, pour avoir fait circuler leurs ambulances sans agrément, etc. Inutile de préciser que l'argent ainsi subtilisé aux salariés et à la Sécurité sociale permettait

à cette famille d'exploiteurs de mener grand train de vie !

Ils ont été condamnés à plusieurs dizaines de milliers d'euros d'amendes, à des mois de prison ferme ou avec sursis et à l'interdiction de gérer une entreprise.

Ce n'est que justice. Mais ces pratiques sont celles de quasiment toutes les entreprises du secteur concerné. Et si la justice a mis un terme aux agissements délictueux de cette famille d'exploiteurs, ce n'est que parce que leurs travailleurs les ont dénon-

cés.

Dans la majorité des autres cas, l'État ferme les yeux et laisse faire.



Wikipedia



## YÉMEN

### Les armes françaises tuent

La presse vient de publier une note de la Direction du renseignement militaire remise à l'Élysée en octobre 2018, qui détaille l'utilisation des armes vendues par la France dans le conflit au Yémen.

Entre les canons Caesar qui bombardent les zones frontalières, les chars Leclerc qui ont dévasté le port d'al-Hodeida, les hélicoptères Cougar qui transportent les troupes saoudiennes, les Mirage 2000 et les navires de guerre de fabrication française qui participent au blocus des ports mené par la coalition autour de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, les affaires sont florissantes pour les Dassault, Nexter ou encore Thales.

La guerre ravage depuis plus de quatre ans le Yémen. La coalition autour de Ryad et d'Abou Dhabi, soutenue par la France et les États-Unis, mène une campagne de bom-

bardements systématiques visant les fermes, les marchés, les silos à grain, les réservoirs d'eau, ayant déjà causé la mort d'au moins 68 000 personnes. Au milieu des villes en ruine, l'épidémie de choléra continue de sévir, dans un pays où 16 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et où la famine menace 8 millions d'habitants.

Mais les fournitures d'armes françaises continuent. La décision d'honorer les contrats aurait été prise au plus haut sommet de l'État français, sous Hollande comme sous Macron. Malgré la parution du rapport dans la presse, les autorités françaises continuent de nier ce qui n'est même plus un secret de polichinelle. Toute honte bue, les dirigeants français continuent ainsi à jouer la même comédie cynique qui ne masque plus leur complicité dans les crimes de masse qui se déroulent



au Yémen. Puisque cela rapporte des profits aux industriels de l'armement dont ils défendent les intérêts, ils sont prêts à justifier les pires abominations.

## SOUDAN

### La chute du dictateur, mais pas des militaires

Après quatre mois de manifestations dans tout le pays, et au prix de centaines de morts, la population soudanaise a eu raison du dictateur Omar al-Bachir. Il a été limogé et arrêté par les chefs de l'armée jeudi 11 avril. Mais les manifestants ne se sont pas démobilisés pour autant, et ont pu ainsi déjouer les premières manœuvres des militaires qui voulaient leur imposer un simple ravalement de façade.

Commencée en décembre par une explosion de colère spontanée contre la hausse des prix des denrées alimentaires, la mobilisation s'est rapidement structurée, avec à sa tête, l'Association des professionnels soudanais, une association née après les

émeutes contre la vie chère de 2013 et qui regroupe médecins, avocats, journalistes, pharmaciens, professeurs de l'université de Khartoum, des catégories sociales longtemps plus épargnées par le régime que les simples travailleurs mais elles aussi victimes de la catastrophe économique.

Samedi 6 avril, la mobilisation franchit un nouveau cap, avec le rassemblement de milliers de manifestants autour du centre de commandement de l'armée à Khartoum. Les ordres du pouvoir demandant à l'armée de disperser la manifestation sont restés sans effet et, dans les jours qui suivirent, on a vu des soldats, de jeunes officiers et

des policiers passer du côté des manifestants.

Devant l'impossibilité d'endiguer le mouvement, les dirigeants de l'armée tentèrent alors de sauvegarder leur position au prix d'une révolution de palais en prenant le pouvoir au nom d'un Conseil militaire de transition. Cette manœuvre ne trompa pas les manifestants, qui restèrent mobilisés. Dans la nuit du 11 au 12 avril, des dizaines de milliers d'entre eux défièrent le couvre-feu en défilant dans les rues de Khartoum. Ils obtinrent en 24 heures le remplacement du premier général désigné par un autre, Fattah al-Burham, moins compromis aux yeux de la population. Celui-ci adopta d'emblée un ton dif-

fèrent, promettant la libération immédiate des prisonniers de ces derniers jours, limogeant Gosh et engageant des discussions avec l'Association des professionnels soudanais et les partis politiques. Il leur demande aujourd'hui de proposer un Premier ministre civil qui formerait un gouvernement. Mais le Conseil militaire de transition resterait bel et bien

en place, et de fait c'est lui qui exercerait le pouvoir réel.

Aujourd'hui, les manifestants sont toujours là. Ils ont résisté à la répression, et la persistance de cette mobilisation est leur meilleure garantie pour l'avenir, car les chefs militaires ne sont certainement pas prêts à lâcher le pouvoir facilement. Pour les travailleurs et les couches pauvres

de la population, qui forment l'immense majorité des manifestants, se pose aujourd'hui le problème de mettre en place leur propre organisation, s'ils ne veulent pas que la transition démocratique annoncée ne se limite à remplacer quelques têtes, sans rien changer à la situation des exploités.

## ALGÉRIE

### La pression populaire accentue la crise du régime

Ravaler la façade du régime avec des anciens du clan Bouteflika, organiser des élections présidentielles le 4 juillet, voilà la transition démocratique du chef d'état-major Gaïd Salah, que tente d'imposer Bédoui, le Premier ministre. Le bras de fer entre le régime et peuple algérien continue. Celui-ci a massivement rejeté ce qui est vécu comme une nouvelle manœuvre.

Mercredi 10 avril, à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique, les agents des différentes administrations, hospitaliers, enseignants, ont manifesté contre Bensalah, qui assure la présidence par intérim, et aussi pour dénoncer l'usage des canons à eau et à son, ainsi que les lacrymogènes utilisés la veille contre les étudiants.

Le jeudi 11 avril, répondant à l'appel à la grève des syndicats autonomes, des cortèges de travailleurs d'entreprises publiques ont sillonné les villes du pays. Ils étaient par exemple des centaines à Boumerdès et des milliers à Bejaïa. Pour éviter les infiltrations de policiers en civil ou de voyous manipulés, les travailleurs sont de plus en plus organisés dans des cortèges d'entreprise.

Vendredi 12 avril, des millions de personnes ont crié « Bensalah, Belaïz, Bédoui, dégagez tous ! Pouvoir

au peuple ! » Gaïd Salah était aussi dénoncé : « Gaïd Salah, le peuple n'est pas dupe, on a dit : vous dégarez tous ! » ou, s'adressant aux policiers : « Pacifique, pacifique, policier enlève ta casquette et rejoins-nous ! » Ce vendredi 12, la police est intervenue pour la première fois à Alger, avec canons à eau, lacrymogènes et en arrêtant des manifestants, tous relâchés au bout de quelques heures.

Cette attitude du pouvoir tranche avec celle des semaines précédentes. Bédoui veut à tout prix imposer sa transition démocratique et tente de reprendre le terrain perdu. En provoquant les manifestants, il veut tout à la fois décourager les nombreuses familles présentes et sans doute reprendre en main une police qui semble perméable au mouvement populaire.

Le nouveau gouvernement et l'élection présidentielle prévue le 4 juillet sont totalement contestés. Les magistrats et les maires refusent de s'impliquer dans son organisation. Chaque sortie de ministre en province donne lieu à des protestations de la part de la population. Dans ce contexte de crise politique, Belaïz, le président du Conseil constitutionnel, vient d'annoncer sa démission. Dans ces conditions, les élections prési-

dentielles auront-elle lieu ? En tout cas, des appels à la grève sont relayés sur les réseaux sociaux et par les syndicats autonomes.

#### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*  
BP 184  
97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282



Suivez le site de campagne :

<https://www.lutte-ouvriere.org/europeennes>